

Fallait-il vraiment que le sauvetage des banques européennes passe par un tel hold-up sur les peuples ?



La presse et les marchés se félicitent des résultats du sommet européen de vendredi dernier. Pourtant, ses préconisations ne manquent pas d'inquiéter, et la France pourrait bien en faire les frais.

Avec Éric
Verhaeghe

À lire les commentaires de la presse, et à scruter les réactions des marchés, il faudrait se féliciter des résultats du sommet européen de vendredi dernier. Certains, comme *Libération*, l'ont même présenté comme une grande victoire de la France sur l'Allemagne.

Pourtant, à y regarder de près, les conclusions officielles ne manquent pas d'inquiéter.

En particulier, les conclusions du sommet de l'Eurozone sont estomaquantes: "*Lorsqu'un mécanisme de surveillance unique, auquel sera associée la BCE, aura été créé pour les banques de la zone euro, le MES pourrait, à la suite d'une décision ordinaire, avoir la possibilité de recapitaliser directement les banques*". **Cette phrase d'une remarquable asepsie technocratique a rendu les marchés euphoriques, à la plus grande satisfaction de tous ceux qui, il y a quelques semaines encore, vilipendaient la finance et annonçaient sa mise au pas.**

Elle mérite donc une petite traduction en français contemporain.

Dans un premier temps, le Conseil Européen nous annonce la mise en place d'un "mécanisme de surveillance unique" des banques, probablement dominé par la Banque centrale européenne. **Autrement dit, la régulation bancaire, qui est aujourd'hui une prérogative des États membres, devient une compétence communautaire.** Il est assez singulier de voir que cette décision est prise sans modification des traités, mais après tout, prudence et urgence obligent.

Intuitivement, nous comprenons bien l'objet de cette mesure: certains pays de l'Union surveillent la prise de risque de leurs banques privées d'un regard un peu distrait, ou compatissant. C'est le cas de l'Espagne, qui n'a jusqu'ici imposé aucune mesure drastique à ses banques mutualistes, engluées dans des investissements calamiteux et explosifs dans l'immobilier espagnol.

Que l'Union accepte de sauver ces banques en échange de leur mise sous tutelle à Francfort est compréhensible. **En revanche, que l'Union profite de cette circonstance exceptionnelle pour placer toutes les banques européennes sous le contrôle de la BCE, voilà qui ne manque pas de toupet.**

Il n'est pas sûr que le microcosme français ait bien mesuré la portée de ce cadeau offert à l'Allemagne. A-t-on bien compris, dans les salons parisiens, que les petits arrangements avec le ciel financier régulièrement consentis entre la direction du Trésor et les banques

françaises (Natixis, Caisse d'Épargne, Banque Postale, BNP, Société Générale, Crédit Agricole,...), avec l'approbation muette de l'Autorité de contrôle prudentiel (ACP), seraient à l'avenir verrouillés par Francfort ?

Autrement dit, plus question, dès que ce mécanisme sera mis sur pied, d'ordonner aux banques françaises d'acheter de la dette publique à bas prix pour préserver l'illusion que notre spread n'augmente pas.

Bref, dès que nous aurons perdu la faculté de piloter en France le système bancaire français, le Mécanisme européen de stabilité, le fameux MES qui doit être mis sur pied en juillet, pourra utiliser l'argent (public) dont il dispose pour "recapitaliser directement les banques". Certes, l'accord du 29 juin prévoit que seront mises en place des règles particulières pour encadrer cette pratique, mais on demeure scotchés par la portée de la décision qui a été prise.

En effet, elle ne signifie rien d'autre qu'un renflouement en bonne et due forme par l'argent du contribuable des banques en difficulté. Et ce renflouement ne sera pas pratiqué à titre provisoire comme la France l'avait fait en 2009 par une émission d'actions spéciales achetées par l'Etat (mécanisme en soi scandaleux puisqu'il ne prévoyait pas de droit de vote de l'Etat à l'assemblée des actionnaires). Il sera pratiqué, semble-t-il, de façon beaucoup plus choquante, puisque le denier du contribuable sera versé aux fonds propres de la banque défaillante, c'est-à-dire qu'il deviendra propriété des banquiers.

À l'issue du Conseil, deux conclusions s'imposent.

D'abord, les décisions prises en faveur des banques prouvent une nouvelle fois que l'Europe n'est rien sans ses États et ses contribuables. Et le moment vient d'arrêter l'illusion de ce marché unique (que l'accord prévoit d'approfondir), dont la logique ultime est la taxation des peuples.

Ensuite, arrêtons la mascarade de la mise au pas des marchés financiers. L'Union n'existe aujourd'hui que pour les servir, et pour réparer sans limite les dégâts que leur folie cause. **Et dans cette complicité générale, la France tient le haut du pavé.**